

FACE À LA DÉMISSION DES GOUVERNEMENTS, MOBILISATIONS LOCALES !

La croissance insoutenable de l'agglomération Franco Valdo Genevoise, à laquelle on assiste depuis quelques années, n'est pas une fatalité : c'est au contraire un plan délibéré d'attraction d'une économie qui contribue à la destruction tant de l'environnement que du tissu social local.

Par ses forfaits fiscaux et autres facilités bancaires et juridiques, le « Grand Genève » constitue un appel d'air pour les entreprises les plus destructrices de la planète – notamment le trading des matières premières (pétrole, minéraux, céréales).

Quelques conséquences de cette invasion « haut de gamme » dont nos élus sont trop souvent les complices :

- une pression insoutenable sur le logement, expulsant la population vers la périphérie et la France
- une explosion du trafic aérien (un tiers de l'aéroport pour des jet privés!)
- une pression sur le foncier transfrontalier empêchant le maintien d'une agriculture de proximité et menaçant l'équilibre écologique
- une augmentation constante de la distance travail-domicile, faisant de la région un immense embouteillage
- le remplacement d'une économie productive diversifiée par une monoculture de la finance spéculative
- la complicité de notre région dans la spoliation des droits humains les plus élémentaires des peuples du monde

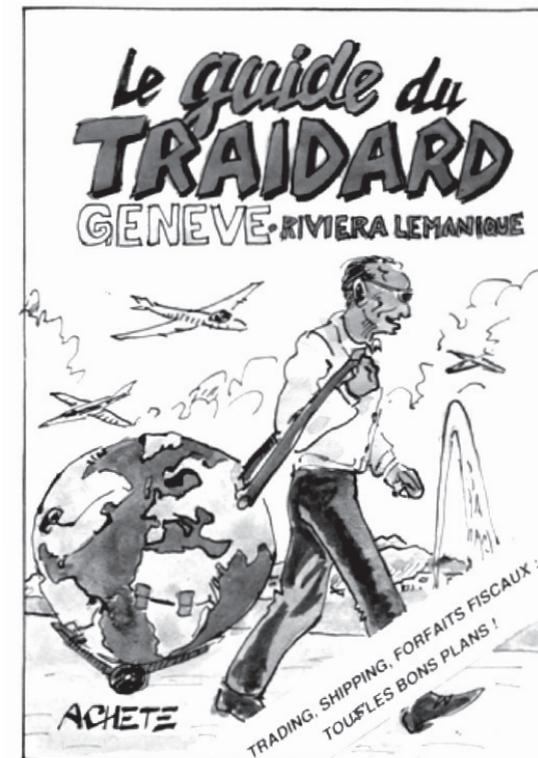
www.climatjusticesociale.org

INVITATION

Aspirants traders, négociants en matières premières...

Welcome to
**Fiscal Paradise
Geneva**

LA CAPITALE DU NÉGOCE DES MATIÈRES PREMIÈRES



À L'OCCASION DE RIO + 20 :

**VISITE GUIDÉE DE LA GENÈVE DU TRADING
MERCREDI 20 JUIN · DÉPART 17H30**

ZONE PIÉTONNE M^e BLANC · EN FACE DE L'OFFICE DU TOURISME

— TENUE CORRECTE EXIGÉE —

RIO + 20 : LA BIOSPHÈRE ABANDONNÉE AU CAPITALISME «VERT»

Depuis Copenhague, Cancun et Durban, les conférences internationales sur le climat marquent à chaque fois des grands pas... en arrière dans les efforts pour préserver notre biosphère. **Les négociations avant Rio +20 laissent prévoir une nouvelle régression, puisque les pays riches responsables pour les 3/4 des émissions de gaz à effet de serre (GES) ne veulent plus reconnaître le principe d'une responsabilité commune mais différenciée par rapport au désastre qui menace.**

Plutôt que de prendre des mesures directes et concrètes pour réduire leurs émissions, on préfère « compenser » des émissions croissantes sur un marché de droits de polluer. Ces « indulgences » des temps modernes - à défaut de réduire les émissions - sont un nouveau champ de profits et de spéculation. En marchandisant les fonctions de la nature (notamment des forêts à travers le mécanisme REDD+), ils menacent les droits de populations locales et relancent l'accaparement des terres, une situation dénoncée par la Via Campesina et le Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale.

Les faits sont éloquentes : depuis les accords de Kyoto de 1997, les émissions mondiales de GES ont augmenté de 2,5% par an, alors qu'elles augmentaient de 1,5% pendant les deux décennies antérieures ! Aujourd'hui, malgré l'écran de fumée de « l'économie verte », on constate l'entêtement des « décideurs ».

Plutôt que de mettre en question notre système économique ils laissent chercher partout les dernières (et plus polluantes) des énergies fossiles: charbon, pétrole en eaux profondes, sables bitumineux du Grand Nord, gaz de schistes ici et un peu partout. Pourtant – et sans parler des conséquences immédiates de ces aventures – les climatologues sont formels : consommer toutes ces énergies fossiles précipiterait un désastre inimaginable [1].

Nous nous opposons à cette démission.

**Coordination Climat et Justice Sociale
Comité du Forum Transfrontalier**

[1] <http://taca.asso-web.com/171+jim-hansen-un-militant.html>

LE TRADING : LA BONNE AFFAIRE ?

Depuis la globalisation des marchés, la mondialisation financière et la fin de la centralisation des ordres de bourse, le négoce (trading) s'est accru au rythme des nouveaux outils de la finance spéculative, et surtout de son informatisation. Les traders actuels concrétisent la logique « acheter bas et vendre haut » avec des formules mathématiques sophistiquées (algorithmes) que s'arrachent les grands acteurs de la finance, parce qu'elles peuvent rapporter beaucoup très vite. Aux USA, plus des 2/3 des opérations financières sont de ce type. En Europe, elles en constituent bientôt la moitié. Avec des ordres passés en millisecondes, l'explosion du trading à haute fréquence accentue la déconnexion complète de la finance avec le commerce réel, déjà très inégal entre le Nord et le Sud.

Ces dernières années, les ordres d'achat et de vente ont été surmultipliés, avec d'innombrables interventions de spéculateurs anonymes. Des gains et des pertes gigantesques sont ainsi entre les mains des nouveaux aventuriers de la finance et du négoce, le plus souvent au détriment des producteurs. **Les conséquences majeures sont l'extrême volatilité des cours des marchandises sur le marché, l'opacité totale du système, l'impossible contrôle des autorités de surveillance des marchés, une frontière invisible entre la pratique licite, les manipulations et la fraude, enfin, l'accumulation de « flash crash » (crises boursières « éclairs »).** Le 6 mai 2010, l'indice Dow Jones a perdu 10% (mille milliards de dollars !) en quelques minutes, suite à une manœuvre informatique engendrée par cette nouvelle forme de trading. Le cataclysme mondial a été évité de justesse par une interruption de la bourse ! En 2011, plusieurs autres événements de ce type ont eu lieu ! Avec une expansion rapide de ce type de négoce dans le secteur des matières premières, la spéculation s'est amplifiée, déstabilisant gravement les cours des produits alimentaires, mais aussi des produits fossiles et des minerais.

Genève s'est spécialisée dans ce type d'activités: leader mondial dans le trading du pétrole, des céréales et des huiles végétales, en tête à égalité avec Londres pour le sucre, et numéro 1 en Europe pour le coton. De plus, 10% du marché mondial de l'acier sont initiés par les traders locaux, de même que 10% du marché mondial du transport maritime par conteneurs. Le trading à Genève, avec ses 600 officines de négoce, et ses huit mille employés, mobilise par son réseau bancaire à lui seul plus de 1'400 milliards de Frs par an pour ces activités très lucratives ! Avec la finance des produits dérivés, à effet « bras de levier » (opérations à risque permettant de démultiplier les gains des traders), le réseau genevois très dense implique de nombreuses banques multinationales comme HSBS, BNP, PARIBAS, Crédit Agricole, Crédit Suisse, UBS, mais aussi la Banque Cantonale. Ce support financier indispensable est un atout majeur pour garantir les opérations des traders à Genève.

Ainsi, la place financière genevoise joue au casino dans la cour des grands, sans se soucier des répercussions sur l'avenir de la planète, et encore moins de la justice sociale !

STOP À CE COMMERCE TOXIQUE !